



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Ils-votent-oui-a-la-propagande-mediatique-2>

« L'Europe, l'Europe... »

Ils votent « oui » à la propagande médiatique (2)

- L'information - Politique - Référendum de 2005 - Un festival d'autosatisfaction -



Date de mise en ligne : jeudi 19 mai 2005

Description :

Du patron de Radio-France à un chroniqueur de *Marianne*, de l'« expert » patenté de i-télévision au directeur de la rédaction (adjoint) du *Monde*.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Du patron de Radio-France à un chroniqueur de *Marianne*, de l'« expert » patenté de i-télévision au directeur de la rédaction (adjoint) du *Monde*, un journaliste d'investigation sur la Toile, ils sont tous, à une seule exception (partielle, mais étonnante) près, partisans du statu quo et du maintien de l'ordre médiatique.

► **Un patron : Jean-Paul Cluzel au sommet de son art.** Jean-Paul Cluzel se confie dans *Les Echos* du 9 mai [1]

- Question : « *Que pensez-vous de la polémique sur le rôle de France Inter et de ses chroniqueurs, accusés d'être systématiquement favorables au « oui » au référendum constitutionnel européen ?* »

- Réponse : « **Les chroniqueurs n'ont pas une seule ligne** . Si effectivement lire les articles de la Constitution et les **expliquer** c'est faire de la propagande pour la Constitution, c'est comme de dire que si les taux d'intérêt ont baissé ou augmenté après une intervention d'Alan Greenspan c'est prendre position pour Alan Greenspan. Il faut un **travail d'explication et d'exposition** . Si ceux qui ne veulent pas de la Constitution européenne trouvent déplaisant qu'on expose le contenu de la Constitution, c'est leur droit. Et ils ont le droit de le dire sur nos antennes. » [en gras, ici comme dans la suite : souligné par nous]

On ne sait ce que l'on doit admirer le plus dans ces propos : le cynisme d'un partisan du « Oui » ou les mensonges d'Etat d'un responsable de l'audiovisuel public.

► **Un « expert : Dominique Reynié est content.** Dans Le « Journal du Référendum », sur I-Télé, le 10 mai 2005, Dominique Reynié pontifie :

« *Ce qui est très frappant, c'est cette querelle sur l'idée au fond que le oui n'est pas juste avec le non et qu'il y a de la part des médias une façon de favoriser le « oui ».* **C'est très étrange** [...] ».

Disons-le immédiatement, les arguments de Dominique Reynié ne sont pas étranges : ils sont à la fois - prouesse réservée à un « expert » - absurdes et faux.

- D'abord parce qu'il confond la campagne officielle des formations politiques avec la campagne dans son ensemble.

« **C'est très étrange** [...] parce que lorsqu'on regarde ce qui se fait cette année, pour la première fois, c'est le premier référendum où on accorde, où l'état va accorder une aide de 800 000 euros à chacun des partis ayant réalisé 5 % au moins lors de cette élection européenne. Huit partis. C'est pas tout le monde, mais. [...] Pour la première fois, c'est sans précédent, on a de l'argent qui est mis à disposition des partis qui vont défendre le « non » comme ceux qui vont défendre le « oui ». »

- Ensuite, parce l'expert en science politique se fait de la représentativité une idée passablement méprisante : « *Huit partis. C'est pas tout le monde mais **en dessous, en même temps, de 5% on peut dire qu'on ne représente pas grand chose** et que peut-être il faut aussi être économe des deniers publics.* » Tandis que Dominique Reynié lui est très représentatif...

- Enfin, parce que l'expert en science politique tient une comptabilité qui lui est toute personnelle. Elle lui vaudra sans doute une entrée triomphale à l'Académie des Sciences morales et politiques »

Ils votent « oui » à la propagande médiatique (2)

« Pour la première fois, je crois qu'on a **jamais été aussi vigilant sur le temps de parole**. Hier TFI mettait l'accent sur le 50 / 50 qui était accordé aux deux camps, alors même que le camp du « non » représente électoralement à peu près moins d'un tiers des électeurs et le camp du oui au total plus des deux tiers. Donc **il y a même une espèce d'asymétrie aujourd'hui, de bizarrerie à considérer que parce qu'il y a un oui et non, il faut 50 / 50 alors même que les partis engagés d'un côté et de l'autre représente plus d'électeurs.** »

... Et une bizarrerie supplémentaire : que Dominique Reynié soit condamné à parler pour corriger cette asymétrie.

Conclusion : « C'est en tous cas le premier référendum qui donne autant de moyens en argent, et en temps de parole, en visibilité autant qu'au « oui » qu'au « non ». ». Dominique Reynié inclus ? [2]

► **Un directeur de rédaction (adjoint) : Patrick Jarreau est content.** Patrick Jarreau qui avaient gratifié les lecteurs du *Monde* d'une chronique fleurant bon le maccarthysme éditorial (lire : [Le Monde épure la gauche](#)), récidive dans une nouvelle chronique intitulée « La "pensée unique" et le débat » dans *Le Monde* daté du 14 mai 2005.

La thèse qu'il soutient et selon laquelle « la "pensée unique" n'est pas l'idéologie des riches. », appelle de sa part la précision et l'exclamation suivantes : « Ce n'est pas pour autant qu'elle est moins puissante ou moins influente. Au contraire ! » Mais, à en croire Patrick Jarreau, elle devrait sa puissance ou son influence au travail tenace de la raison. Aussi rappelle-t-il comment selon lui, cette « pensée », s'est constituée depuis 1980, avec ce souvenir d'étape dédié à Alain Minc : « Il a fallu encore les batailles électorales de 1995 et de 1997 pour parfaire, à droite puis à gauche, chez les élus, les syndicalistes, les experts en tout genre, les journalistes de toute espèce, ce qu'Alain Minc avait appelé le "cercle de la raison" proeuropéen. »

Alain Minc à qui l'on doit aussi cette exclusion des citoyens du « cercle de la raison. « Le référendum est pareil à une « vérole » antidémocratique que la France aurait propagée dans l'ensemble de l'Europe. » (*Le Figaro*, 11 avril 2005)

Ayant ainsi tracé autour de lui le « cercle » destiné à protéger les porte-voix « d'en haut », Patrick Jarreau, comme la plupart des « experts en tout genre » et des « journalistes de toute espèce », ne peut qu'en conclure que hors ce cercle il n'existe aucun salut ... rationnel : « C'est dans ce cercle qu'une partie des tenants du non étouffe. C'est de ce cercle qu'ils veulent sortir. »

La suite nous conduit par des chemins détournés vers l'éloge de la domination des médias dominants. C'est un véritable un joyau :

« En même temps, ils [Les partisans du « non »] savent bien qu'ils vont à l'encontre des sentiments de la grande majorité des électeurs de gauche, pour qui la construction européenne a le double mérite d'ouvrir les frontières entre les peuples et d'encadrer la compétition économique et sociale imposée par la mondialisation. Aussi tentent-ils de démontrer que leur non est un non européen. Et ils s'irritent de constater que leur démonstration ne prend pas. »
Vraiment ?

Mais auprès de qui cette argumentation ne prend-elle pas ? Auprès des électeurs ? Que nenni ! Les électeurs auxquels on prête majoritairement des sentiments pro-européens font place soudainement à des acteurs tout différents : « Peu nombreux, en effet, sont les intellectuels, les essayistes, les éditorialistes et les politiques convaincus qu'on peut dire non à la Constitution européenne sans dire non à l'Europe. » Cet amalgame consacre l'autoproclamation des « élites », domiciliées au sein du « cercle de la raison ». On pourrait sourire et oublier Patrick Jarreau, mais c'est au nom de l'existence de cette prétendue majorité triée sur le volet que le rédacteur en chef adjoint de la rédaction du *Monde* récuse le droit à un débat équilibré.

Pour bien le comprendre, mieux vaut se priver de quelques méandres supplémentaires [3] et aller directement à la conclusion :

« Le camp du non, qui ne peut ou ne veut se constituer comme tel, revendique l'honneur de débattre et de prendre au sérieux la consultation des Français. Jusque-là, il a raison. Il a tort, en revanche, quand, constatant qu'il ne parvient pas à convaincre et qu'il perd du terrain, il invoque alors un droit statutaire, qui lui garantirait d'occuper dans les yeux ou les oreilles l'espace qu'il n'a pas su conquérir dans les esprits. »

De quels esprits parle-t-on ? Nul ne sait. De l'électorat ? C'est peut probable, puisqu'il est d'ores et déjà acquis que plus ou moins 50% des électeurs (et en tout cas des électeurs de gauche...) sont sortis du « cercle de la raison » que Patrick Jarreau garde en montrant les crocs. Quels sont ces esprits indomptables qui sont rétifs au « non » de gauche et dont la seule existence suffit à justifier le refus de tout équilibre de l'information et du débat ? Vous l'avez compris : c'est élite éclairée qui a en charge, selon Jarreau, de définir l'espace dévolu à ceux qui n'ont pas l'heur d'en faire partie ou de la consacrer !

Le suffrage universel, oui ! Mais dans les médias dominants, vive la démocratie censitaire... et le droit statutaire des dominants à la domination.

► **Un traître ? Joseph Macé-Scaron désavoue Patrick Jarreau.** Dans son éditorial, « La société de défiance », paru dans *Le Figaro Magazine*, du 13 mai 2005, Joseph Macé Scaron prend ses distances avec Patrick Jarreau, Dominique Reynié et Philippe Val, satisfaits de l'équilibre de l'information. Pour lui, bien que partisan du oui, il y a un problème de « pluralisme » :

*« Il n'y a pas de pensée dominante, il n'y a que des esprits dominés. Soit. Mais que peuvent les esprits libres quand une chape de plomb recouvre leurs écrits ? Entendons-nous, un journal ne peut relayer tous les faits, toutes les opinions, mais dans un grand débat national - et ce quels que soient ses choix éditoriaux - il se doit d'informer sur les forces et les idées en présence. **Les médias ont-ils été objectifs dans cette curieuse et furieuse campagne référendaire ? La plupart des partisans du « non » estiment qu'ils ont manqué pour le moins de distance. Comment ne pas leur donner raison ?** »* Au risque d'être accusé de collusion avec Acrimed ?

Pas vraiment... puisqu'il s'agit d'abord de séduire le lectorat de l'hebdomadaire

*« Au Figaro Magazine, nous savons que nos lecteurs sont partagés sur cette question, c'est ce qu'attestent le courrier et les appels nombreux que nous recevons. Notre journal a fait le choix du oui. Pour autant, dans l'éditorial du 2 avril dernier, j'écrivais : « Peut-on être favorable au traité établissant une Constitution pour l'Europe sans stigmatiser la dignité et insulter l'intelligence de ceux qui sont tentés par le "non" ? (...) Arrêtons de vouloir à chaque fois dissoudre le peuple sous prétexte qu'il s'apprêterait à voter mal. Et d'ailleurs, où est le peuple dans cette affaire ? Nous savons au moins depuis Maastricht - et peut-être même depuis l'antique débat sur la Communauté européenne de défense (CED) - que notre pays est partagé quand il s'agit de l'Europe. Il y a un peuple du "non" et un peuple du "oui". » **Jusqu'au bout, tout en étant convaincu du bien-fondé d'une adoption du Traité constitutionnel**, nous comptons bien tenir sur cette ligne de crête, fût-elle inconfortable, et respecter tous les arguments de bonne foi. Car décider, arbitrairement, ce que le lecteur doit ou ne doit pas penser, doit ou ne doit pas voter, c'est céder, une nouvelle fois, à cette culture du mépris qui empoisonne la vie sociale et démocratique de notre pays. »*

Certes, cet éloge du *Figaro Magazine* n'est pas désintéressé et s'adresse sûrement à ses lecteurs de droite. Mais, la suite en devient-elle fautive pour autant ?

« Comment s'étonner ensuite que nos concitoyens aient de moins en moins confiance dans l'information si ceux qui en ont la charge se prennent pour des joueurs de flûte ? Soyons clairs : la défiance grandissante envers les médias en général et les journalistes en particulier s'accompagne aussi de la réduction dramatique du pluralisme dans la presse. Comment être singulier si l'on n'est pas pluriel ? Grand débat et beau défi. C'est ce que beaucoup n'arrivent pas à comprendre, persuadés qu'il vaut mieux mourir avec leurs préjugés que vivre avec leurs paradoxes. »

Cette question, Patrick Jarreau et Dominique Reynié la piétinent, tandis que Laurent Joffrin, on s'en souvient (lire [Laurent Joffrin espère domestiquer la dissidence](#)) la contourne dans une fameuse directive - la « directive Joffrin » - adressée à ses confrères : « Laissons parler le « non » ! »... qui colonise internet.

► **Un journaliste de Marianne : halte au « non totalitaire du Net »** . Laurent Joffrin ayant finement observé que le « non », minoré dans les grands médias, est présent sur la Toile, mais que la Toile autoriserait des débordements dont les grands médias seraient exempts (on sourit...), avait besoin d'un renfort. Il est venu d'un journaliste de Marianne. Simon Marty, dans un article titré « Comment les nonistes se sont emparés d'Internet », prend la défense de Laurent Joffrin, collaborateur occasionnel de Marianne, qualifié de « partisan - très intelligent - du oui » en réponse à un des interpellateurs de son blog qui le qualifiait de « clown de Joffrin qui fait rire tout Paris. »

Plus généralement l'article insiste sur la violence des internautes favorables au non : « saillies », « volée d'insultes ». Et l'article évoque les « sites créés à l'occasion du référendum pour dénoncer le traité dans des termes souvent caricaturaux. Attac, par exemple, inonde les boîtes email des différents médias de cybertracts. Plus outrancier encore, le site du groupe BRN (Bastille-République-Nation) a réalisé un diaporama de seize photos illustrant des propos tenus par des pro-européens allant de Michel Rocard à Ernest-Antoine Seillière. 'Maastricht permettra de soigner mieux' : cette citation de Bernard Kouchner est inscrite en légende sous la photo d'une morgue durant la canicule de l'été 2003 ! A la limite du supportable. Ces « faits d'arme » prouvent, au moins, que certains tenants du non n'ont rien à envier, en matière de mauvaise foi, à quelques tenants du oui, omniprésents et parfois insultants dans les médias audiovisuels et écrits. »

Ce jugement, d'apparence « équilibré », ne tient aucun compte de la différence de statut et de la formidable inégalité d'audience entre des sites militants et des médias de masse, qu'ils soient publics ou privés.

Et d'un constat dont il n'est tiré aucune conséquence - « Les partisans du non n'ont guère d'autre espace que la Toile pour affirmer leur point de vue » - le moraliste passe sans transition à ce reproche affligé : « Ils le font sans nuance et avec trop de violence idéologique ou personnelle. » Ce qui ne serait pas le cas des sites militant dédiés au « Oui » ou ... d'éditorialistes et chroniqueurs comme Alexandre Adler, pour ne citer qu'un exemple, mais qui s'expriment dans des médias de masse ?

Le jugement moralisant de Simon Marty est borgne, mais son « enquête » est aveugle. Pour preuve, cette stupéfiante « découverte » : « L'unique différence entre le oui caricaturé d'une grosse poignée de médias et le non totalitaire du Net ? Sur la Toile, il n'existe pas d'instance régulatrice, les modérateurs ne sont censés exercer une censure que sur les messages injurieux. »

Pour poser une telle question, il faut « oublier » d'abord que tous les médias de masse favorables au « oui » (« une grosse poignée », seulement ?), sont sous des formes diverses, présents sur la Toile, et qu'ils sont massivement consultés ; et « oublier » ensuite que les sites militants favorables au « oui » prolifèrent. Quant à « l'unique différence », qui résonne comme un rappel à l'ordre ou un appel au maintien de l'ordre, elle invoque, en creux, une instance régulatrice qui, dans les médias dominants, ... n'existe pas !

Ils votent « oui » à la propagande médiatique (2)

Après ce renvoi dos-à-dos très aristocratique qui présente les « puissants » comme des victimes de la furie des « faibles », le conseil adressé aux dominants qui dominent déjà Internet, mais moins exclusivement que le reste : « Cette première vraie cybercampagne aura, en tout cas, prouvé que les partis traditionnels devront à l'avenir songer à renforcer leurs réseaux Internet. Au risque, sinon, d'être déstabilisés à l'occasion des prochaines échéances. »

Que l'ordre politique règne et que l'ordre médiatique ne soit pas changé !

Car c'est du maintien du *statu quo* médiatique dont il est question dans la quasi-totalité de ces interventions avisées. Jusqu'à celle-ci :

► **Un chroniqueur de Marianne : Alain Rémond est content.** Partisan du « oui », il spéculé pour le compte des partisans du « non » : « Si, d'aventure, les médias se mettaient à être équilibrés, à respecter un strict pluralisme, ce serait la tuile pour les partisans du non. Ils ne pourraient plus fustiger la pensée unique. Ils n'auraient plus l'auréole des martyrs, des dissidents, des résistants. Ils ne feraient plus leur pelote. »

En somme, tout est bien qui finit bien.

Henri Maler

Documentation réunie par Acrimed, PLPL et leurs correspondants.

[1] Sous le titre : « Jean-Paul Cluzel : Radio France, une exception mondiale », un entretien avec Philippe Escande, Grégoire Poussielgue et Enguerrand Renault. Trois journaliste pour l'important personnage...

[2] Pour ceux qui voudraient encadrer les propos de Dominique Reynié, les voici d'un seul tenant :

« Ce qui est très frappant, c'est cette querelle sur l'idée au fond que le oui n'est pas juste avec le non et qu'il y a de la part des médias une façon de favoriser le « oui ». C'est très étrange parce que lorsqu'on regarde ce qui se fait cette année, pour la première fois, c'est le premier référendum où on accorde, où l'état va accorder une aide de 800 000 euros à chacun des partis ayant réalisé 5 % au moins lors de cette élection européenne. Huit partis. C'est pas tout le monde mais en dessous, en même temps, de 5% on peut dire qu'on ne représente pas grand chose et que peut-être il faut aussi être économe des deniers publics. Pour la première fois, c'est sans précédent, on a de l'argent qui est mis à disposition des partis qui vont défendre le « non » comme ceux qui vont défendre le « oui ». Pour la première fois, je crois qu'on a jamais été aussi vigilant sur le temps de parole. Hier TFI mettait l'accent sur le 50 / 50 qui était accordé aux deux camps, alors même que le camp du « non » représente électoralement à peu près moins d'un tiers des électeurs et le camp du oui au total plus des deux tiers. Donc il y a même une espèce d'asymétrie aujourd'hui, de bizarrerie à considérer que parce qu'il y a un oui et non, il faut 50 / 50 alors même que les partis engagés d'un côté et de l'autre représente plus d'électeurs. C'est en tous cas le premier référendum qui donne autant de moyens en argent, et en temps de parole, en visibilité autant qu'au « oui » qu'au « non ». » Dominique Réynié, Journal du référendum, i-télé, 10 mai. 2005.

[3] « "Pensée unique !", crient les partisans du non, en accusant les médias de ne pas accorder davantage de place - - d'espace dans les pages, de temps d'antenne - à leur point de vue. Ils exigent que le oui et le non soient traités à égalité, comme la majorité et l'opposition doivent l'être, à la télévision et à la radio, en période de campagne électorale. Mais le camp européen traverse les lignes de clivage de la droite et de la gauche. Le propre de la "pensée unique" est, justement, qu'elle échappe aux classements partisans et que, dans une large mesure, elle les surplombe. Elle relève de la démocratie d'opinion plutôt que de la démocratie d'assemblée ou de parti. »